

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 406 du 09 au 17.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Claire Dana-Picard : **Le Hamas fête son 21e anniversaire**

Le président de l'Assemblée générale de l'Onu menacé de mort.

Israël accusé de diffamation à l'ONU

Paroles & actions du bientôt président ...

Autorité Palestinienne : Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

09 -12 au 17-12: Peuple Palestinien : 1 tué - 1 blessé
Occupants : 0 tué - 2 blessés

Tiré a part

Claire Dana-Picard : Le Hamas fête son 21e anniversaire

Extrait

Près de deux cent mille supporters palestiniens du Hamas se sont rassemblés ce dimanche à Gaza pour marquer le 21e anniversaire de la fondation de l'organisation.

A cette occasion, ils ont participé à une grande marche à la gloire de ses "héros" et à une grande démonstration de force au cours de laquelle ils ont notamment tourné en dérision l'affaire Shalit.

La foule, très nombreuse et vêtue de vert (les couleurs du Hamas), a rempli un espace où peuvent généralement se tenir environ 150 000 personnes. En outre, des partisans de l'organisation ont rejoint la manifestation par des rues adjacentes.

Le chef du Hamas à Gaza, Ismaïl Hanyeh, a déclaré qu'Israël "ne respectait pas l'accord d'accalmie" et que "la bande de Gaza avait eu au cours du dernier mois vingt morts". Et d'ajouter : "Le siège n'a toujours pas été levé, les passages n'ont pas été rouverts et la trêve n'a donc pas été entièrement respectée". "C'est pour cette raison, a-t-il encore expliqué, que les factions palestiniennes ont un sentiment très négatif concernant cette trêve".

Claire Dana-Picard

[Dimanche 12/14/2008 17:21]

Le président de l'Assemblée générale de l'Onu menacé de mort.

Le président de l'Assemblée générale des Nations unies, le Nicaraguayen Miguel D'Escoto, volontiers critique envers [Israël](#) et les Etats-Unis, a fait l'objet de menaces de mort sur internet, a déclaré lundi son porte-parole. "Il y a des menaces très graves contre sa vie et il les prend au sérieux", a dit à la presse Enrique Yeves.

"L'équipe de sécurité de l'Onu les prend également au sérieux."

D'Escoto, prêtre catholique et ancien ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, a émis de nombreuses critiques envers Israël et les Etats-Unis depuis qu'il a pris la tête de l'Assemblée générale de l'Onu, en septembre.

Il a récemment comparé l'attitude d'Israël envers les Palestiniens à la politique de ségrégation en [Afrique](#) du Sud du temps de l'apartheid.

Selon Yeves, les services de D'Escoto ont repéré les menaces sur internet il y a quelques jours et en ont informé la sécurité de l'Onu ainsi que les autorités américaines.

D'Escoto a pris des "mesures de sécurité extraordinaires", a expliqué son porte-parole, sans plus de précisions.

D'Escoto était le chef de la diplomatie nicaraguayenne dans les années 1980, lorsque le gouvernement sandiniste combattait l'insurrection des "Contras" soutenue par Washington.

En 2004, il avait qualifié dans une interview l'ex-président américain Ronald Reagan de "boucher de (son) peuple" et avait estimé que George Bush était son héritier spirituel.

17-12

Louis Charbonneau,

version française Grégory Blachier

Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe

mardi 16 décembre 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5210

Israël accusé de diffamation à l'ONU

Le président de l'Assemblée générale aux Nations unies, Miguel d'Escoto Brockmann, a accusé des diplomates israéliens de diffamation lundi.

D'après les Israéliens, il a tenté de les empêcher de prononcer un discours lors du 60e anniversaire de la déclaration des droits de l'homme de l'ONU.

D'Escoto a qualifié cette accusation de "mensonge médisant et absolu" et a suggéré que les commentaires israéliens à la presse relevaient de la "diffamation" en ajoutant qu'ils seraient jugés "d'acte criminel" dans n'importe quel tribunal.

Ce n'est pas la première fois que d'Escoto, diplomate nicaraguayen, ancien sandiniste et prêtre catholique, s'en prend à Israël et à ses représentants.

Il a récemment réclamé le boycott de l'Etat hébreu et a comparé sa politique à l'Apartheid d'Afrique du Sud.

ALLISON HOFFMAN

The Jerusalem Post

16.12.08

Paroles & actions du bientôt président ...

Autorité Palestinienne : Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Après avoir martelé pendant des mois qu'il allait rester à la tête de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas ne se représenterait pas pour un nouveau mandat selon une information du journal londonien de langue arabe Al-Hayat parue ce mardi 16 décembre. Le président de l'Autorité Palestinienne déclarera les élections présidentielles et du Conseil législatif en avril 2009. Pendant ce temps, un dernier sondage révèle qu'une majorité de Palestiniens pensent que le mandat de M. Abbas devrait se terminer dès maintenant.

Selon Al-Hayat, Mahmoud Abbas devrait faire paraître prochainement un décret présidentiel annonçant les prochaines élections en avril prochain. Le porte-parole du leader palestinien, Nabil Abu Rudeina, avait fait des remarques allant dans ce sens lundi 15 décembre.

M. Abbas aurait discuté de tout cela récemment avec un grand nombre de leaders arabes, dont le président syrien Bachar al-Assad, qui lui auraient conseillé de tenir les élections prochaines plutôt en Août et en Septembre.

Ces leaders auraient indiqué que le président palestinien ne souhaitait pas se représenter pour un nouveau mandat. Celui en cours se terminera le 9 janvier prochain. Mahmoud Abbas effectuerait ainsi une passation de pouvoir en bonne et due forme au prochain président élu.

La raison d'un revirement si soudain ?

Les tensions grandissantes entre le Hamas et du Fatah. M. Abbas ne décollerait toujours pas de toutes les accusations du Hamas qu'il a essuyées pendant la période où il a été au pouvoir depuis la mort de Yasser Arafat. Les attaques sur son âge avancé auraient également joué dans sa décision, précise Al-Hayat.

L'incertitude demeure donc quant à l'avenir de l'Autorité Palestinienne après le 9 janvier. Le Hamas ainsi que d'autres organisations palestiniennes terroristes ont clairement exprimé leur point de vue par le passé concernant M. Abbas, expliquant qu'il n'était pas légitime et ne les représentait pas.

Mahmoud al-Zahar, un responsable du Hamas dans la bande de Gaza avait violemment critiqué l'élection récente de Mahmoud Abbas à la tête du Conseil Central de l'OLP, lui conférant ainsi le statut (honorifique) de président de la Palestine.

Selon des sources de l'Autorité Palestinienne, cette élection aurait justement permis à M. Abbas de s'accrocher au titre de 'président'. La décision prise par Mahmoud Abbas de ne pas se représenter à sa propre succession laisse d'autant plus perplexe au regard de ces derniers événements.

Toutefois, un récent sondage montrerait que Mahmoud Abbas aurait basé sa décision sur l'avis du peuple palestinien. En effet, la plupart des Palestiniens, 64%, ont exprimé le désir de voir le mandat de leur président se terminer rapidement, soit d'ici quelques semaines.

Si M. Abbas devait rester après la fin de son mandat le 9 janvier, son soutien populaire pourrait donc bien s'amenuiser.

Mahmoud Abbas s'était jusqu'ici appuyé sur la loi palestinienne qui lui donne selon lui jusqu'à 2010 pour quitter ses fonctions. Un avis qui n'est bien évidemment pas partagé par les extrémistes du Hamas.

Seulement 24% des Palestiniens le soutiendraient dans cette option selon le sondage.

Ce sondage a été publié jeudi 11 décembre par le 'Palestinian Center for Policy and Survey Research' sur un échantillon de 1270 Palestiniens de la bande de Gaza et de Judée-Samarie. La marge d'erreur serait de 3%

Par Thomas Zylberstein pour Guysen International News

Mardi 16 décembre 2008 à 11:36

<http://www.guysen.com/articles.php?sid=8687>

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

16-12

Les tirs de roquettes qui se poursuivent vers le sud d'Israël ont fait mercredi deux blessés selon les services de secours.

Une roquette qui a atterri aux abords d'un supermarché de la ville de Sderot a fait deux blessés légers, touchés par des éclats de l'explosif.

Neuf autres personnes ont été commotionnées par ces tirs.

Quinze roquettes ont été tirées mercredi à partir de la bande de Gaza, alors qu'officiellement la trêve entre le Hamas et Israël se termine ce vendredi.

The Jerusalem Post

17-12

Des résistants palestiniens ont tiré dix roquettes Kassam depuis la bande de Gaza mercredi matin.

Près de 10 roquettes et obus de mortier ont frappé le Néguev occidental mardi tandis que le ministre de la Défense, Ehoud Barak, continuait de défendre le prolongement du cessez-le-feu avec le Hamas.

"Nous n'avons pas exclu l'option militaire à Gaza mais nous ne voulons pas nous précipiter non plus", a déclaré le ministre. Le Djihad islamique avait revendiqué, mardi matin, le tir de quatre Kassams.

L'attaque était une réponse à la mort de Jihad Nawhda, 23 ans, tué par des soldats israéliens.

The Jerusalem Post

<http://www.ambafrance-il.org>

Bande de Gaza - Au jour le jour

15-12

Un groupe de résistants des brigades d'Al Qassam, la branche militaire du Hamas a échappé, la nuit d'hier, à une tentative d'assassinat exécuté par l'aviation de l'occupation, à l'est de la Bande de Gaza.

Des sources palestiniennes ont affirmé qu'un avion de guerre de l'occupation a tiré au moins deux missiles sur des résistants d'Al Qassam qui ont échappé à cette tentative d'assassinat, tout en soulignant que la continuation des violations de l'occupation confirment que la trêve ne va pas être renouvelée comme a déclaré le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal.

15/12/2008

CPI

17-12

L'armée de l'air israélienne a mené un raid contre un lanceur de roquettes au nord de la bande de Gaza.

Les points de passage entre Gaza et Israël sont restés fermés ces derniers jours.

The Jerusalem Post

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

13-12

Un enfant palestinien a été grièvement blessé par des colons qui ont encerclé la maison de sa famille dans la ville d'Al Khalil, au sud de la Cisjordanie.

Des témoins oculaires ont affirmé que l'enfant palestinien s'est exposé aux attaques cruelles des extrémistes qui ont envahi la maison de sa famille.

À Nalin et Belin, des palestiniens ont manifesté massivement contre la politique sioniste de punition collective, ainsi que la continuation du mur d'apartheid qui vole le reste de leurs terres agricoles, en appelant à l'union palestinienne et l'arrêt totale de la politique discriminatoire contre les droits palestiniens.

Des sources palestiniennes bien informées ont souligné au centre palestinien d'information que plusieurs manifestants ont été battus violemment par les troupes armées de l'occupation, au cours de la marche hebdomadaire des habitants de Nalin et de Belin.

"Les soldats israéliens ont attaqué les manifestants pacifistes par des bombes sonores, du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc, en ciblant le photographe de l'agence France presse, ainsi que 6 autres manifestants, alors que des dizaines de personnes ont été asphyxiées par les gaz lacrymogènes", ont souligné ces sources

[CPI

13-12

Les forces de l'occupation ont envahi, aujourd'hui à l'aube, samedi 13/12, la ville de Naplouse en Cisjordanie, en détruisant sauvagement plusieurs régions, après la pénétration d'un grand nombre de blindés militaires dans cette ville et dans le camp de Eïn Beit Alma, à l'ouest de Naplouse.

Les forces armées de l'occupation appuyées par plusieurs véhicules et engins militaires se sont déployées dans les rues de la ville, puis se sont retirées dès les premières heures du jour.

On note que les forces d'occupation ont intensifié, ces derniers temps, leur présence dans les villes et les villages palestiniens et surtout dans les zones du nord de la ville de Naplouse.

16-1

Dans une opération conjointe de l'unité militaire des gardes frontières et du Shin Bet (services israéliens de sécurité intérieure), un commandant du Jihad islamique a été tué, près de Djénine, dans la nuit de lundi, selon les témoignages palestiniens.

The Jerusalem Post

Par JPOST.FR

16.12.08

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 6.122
Palestiniens blessés	: 52.737
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.147 (369 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.496 (468 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

15-12

Le chef de l'AP n'a pas oublié de critiquer le Hamas qui a organisé une manifestation immense à Gaza dimanche 14 décembre et y a empêché de fêter le retour des résistants du Fatah lundi. Il a exprimé le vœu que les résistants du Fatah libérés et en route pour Gaza ne soient pas arrêtés : « J'espère que nos héros libérés vers Gaza n'entreront pas dans une autre prison » que celle d'Israël.

Source : [Arouts7](#)

Mahmoud Abbas vient faire ses adieux à Bush...

Le président palestinien Mahmoud Abbas sera vendredi à la Maison Blanche, une visite d'adieu à George W. Bush avant que ce dernier ne cède la place à Barack Obama, a annoncé mardi la porte-parole de la Maison Blanche Dana Perino.

Les deux hommes feront le point sur les progrès obtenus, notamment "dans l'édification d'institutions palestiniennes efficaces, dans l'incitation au développement économique, et la formation et le déploiement des forces de sécurité palestiniennes en Cisjordanie", a-t-elle précisé.

Une année de discussions de paix, sous égide américaine, depuis la conférence d'Annapolis en novembre 2007, n'a pas débouché sur des résultats tangibles, et l'avenir des pourparlers est incertain.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution pour consolider le processus de paix en cours, et qui servirait de point d'ancrage à la poursuite des négociations.

Adoptée par 14 voix pour, zéro contre, et une abstention (la Libye), la résolution, co-parrainée par les Etats-Unis et la Russie, tous deux membres du Quartet pour la paix au Proche-Orient, apporte son soutien aux "efforts déterminés" israélo-palestiniens en vue d'aboutir à la paix avec pour objectifs deux Etats démocratiques vivant en paix côte à côte. Lundi, le Quartet avait qualifié d'"irréversible" le processus de paix. De son côté, Abbas a annoncé qu'il allait convoquer "très rapidement" des élections présidentielles et législatives tant en Cisjordanie qu'à Gaza, si les discussions avec le Hamas en vue d'une réconciliation ne reprennent pas d'ici début 2009.

La rivalité entre le président modéré, installé en Cisjordanie, et le Mouvement de la résistance islamique qui a pris le pouvoir à Gaza, s'approfondit alors qu'approche la date du 8 janvier. C'est à cette date que s'achève le mandat d'Abbas, selon le Hamas, mais que conteste le président palestinien.

AP | 16.12.2008 |

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/ameriques/20081216.FAP3953/mahmoud_abbas_vient_faire_ses_adieux_a_bush_vendredi_a_.html

17-12

Alors que la trêve avec le Hamas dans la bande de Gaza expirera vendredi, ajoute le Maariv, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmud Abbas s'est engagé hier à déjouer les attentats que le Hamas tenterait de commettre à partir de la Cisjordanie. « Trêve ou pas, nous agissons contre toute tentative de commettre un attentat à partir de la Cisjordanie. C'est notre devoir », a-t-il déclaré. Il a par ailleurs souligné n'avoir aucune information concrète concernant d'éventuels projets d'attentats de la part du Hamas et a exprimé le souhait que la trêve se poursuive.

Lors d'une rencontre avec des journalistes, Mahmud Abbas a longuement évoqué la situation dans la bande de Gaza soulignant que l'Autorité palestinienne n'avait pas l'intention de reprendre cette région rebelle par la force. « En fin de compte, il n'y a d'autre solution que l'unification de Gaza et de la Cisjordanie. On ne peut accepter deux entités palestiniennes séparées », a-t-il déclaré.

Le président palestinien a affirmé qu'au cours de l'année qui vient se tiendront des élections présidentielles et législatives. Il a cependant refusé de dire s'il se représentera. Le Conseil de sécurité

<http://www.ambafrance-il.org>

1-1 Processus de paix.

La trêve avec l'occupation ne sera "pas renouvelée", affirme son chef en exil Mechaal.

Khaled Mechaal, Le chef du mouvement de Hamas, a affirmé dimanche que la trêve avec l'occupation, en vigueur depuis six mois et qui arrive à son terme vendredi, ne serait "pas renouvelée".

"La trêve était limitée à six mois et s'achève le 19 décembre. Sachant que l'ennemi ne respecte pas ses engagements et que le siège (de Gaza) est toujours en place contre notre peuple, pour le Hamas, et je pense la majorité des forces, la trêve prend fin après le 19 décembre et ne sera pas renouvelé", a dit Khaled Mechaal, dans un entretien avec la télévision satellitaire Al-Quds.

Lors de cette interview, réalisée à l'occasion du 21^e anniversaire du Hamas, il a toutefois ajouté que les discussions au sein du mouvement et avec les autres groupes palestiniens se poursuivaient et qu'une réponse officielle serait donnée à l'occupation "dans les prochains jours".

Avant même sa diffusion, le Hamas avait fait savoir dans un communiqué que la trêve ne serait "probablement pas renouvelée".

Le chef du bureau politique du Hamas a par ailleurs mis en garde Israël contre le déclenchement d'une opération dans la bande de Gaza en cas de non renouvellement de la trêve, mise à mal par un récent regain de violence.

"Les menaces israéliennes ne sont pas nouvelles" mais "le prix de toute incursion sera très élevé", a-t-il menacé, prenant exemple d'une opération menée en avril et lors de laquelle trois soldats israéliens avaient été tués dans une embuscade de combattants palestiniens, dans l'est de la ville de Gaza.

Auparavant, Israël a affirmé de son côté être favorable à la poursuite de la trêve des violences à Gaza à condition que le Hamas la respecte.

"Israël est intéressé à ce que le calme règne dans le sud (près de la bande de Gaza). Il était et est toujours prêt à respecter les engagements obtenus par l'intermédiaire de l'Egypte" avait déclaré à l'AFP, Mark Regev, le porte-parole de M. Olmert.

Citée par son bureau, la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni a toutefois réaffirmé dimanche la volonté de l'Etat hébreu de déloger à terme le Hamas du pouvoir à Gaza.

"Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser Gaza sous le contrôle du Hamas", a déclaré la chef du parti Kadima (centre-droit), en course pour le poste de Premier ministre lors des législatives du 10 février.

14/12/2008 - CPI &

Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe

14 décembre 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5207

La trêve avec Israël ne sera "pas renouvelée", affirme Oussama Abou Khaled

Un responsable du bureau de presse du mouvement à Damas, Oussama Abou Khaled, avait aussi évoqué auprès de l'AFP cette faible probabilité "alors que l'agression israélienne se poursuit contre la Cisjordanie et Gaza et que le blocus sur Gaza est maintenu".

La trêve, entrée en vigueur le 19 juin, était mise à mal depuis début novembre par Israël qui a fermé pratiquement hermétiquement les points de passage par où sont acheminés nourriture et produits de première nécessité dans la bande de Gaza, où vivent 1,5 million de Palestiniens dans des conditions misérables.

Si Israël "a l'intention de mener une nouvelle agression, nous lui disons: Nous nous défendrons, nous défendrons notre terre et nos droits", a clamé le Premier ministre du gouvernement Hamas, Ismaïl Haniyeh, devant plusieurs dizaines de milliers de partisans réunis pour l'occasion sur une grande place de Gaza, couverte de drapeaux verts du mouvement.

Malgré le blocus israélien, "l'argent et les armes (fournies) aux séditeux (le Fatah, ndlr) pour mener un coup d'Etat", le Hamas "est plus fort et restera plus fort car il tire sa force de Dieu", a-t-il martelé, ajoutant au passage que le président américain sortant George W. Bush avait "échoué" à le renverser.

Le mouvement islamiste a été créé le 14 décembre 1987 après le début de la première Intifada par un groupe de militants se réclamant des Frères musulmans, dont le cheikh Ahmed Yassine.

14-12

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jqJoA8Ev-7UupwqrpVXxBUI888bA>

(AFP)

1-2 Les analyses (du processus de paix).

"Plus de Juifs en Cisjordanie"

Il n'y aura plus de place pour les Juifs ni pour les implantations en Cisjordanie ; leur présence restera toujours un obstacle à la paix, a déclaré le responsable des négociations palestiniennes, Ahmed Qourei. Il a ajouté que le dialogue est actuellement suspendu en raison des campagnes législatives israéliennes. Qourei estime, plus précisément, que l'existence des implantations rendra impossible la création d'un futur Etat palestinien doté d'une continuité territoriale.

Les zones sur lesquelles Israël souhaite maintenir son autorité dans un accord final sont : Ariel, Givat Zeev, Maalé Adoumim et le Goush Etsion. "Ces implantations sont un obstacle à la paix.

L'expérience nous a appris qu'il est impossible de cohabiter avec les habitants de ces implantations. Nous nous souvenons encore du massacre [du Tombeau des Patriarches] à Hébron en 1994 ainsi que les attaques perpétrées quotidiennement à Hébron, Naplouse, Kalkilya et ailleurs.

Tout cela prouve que les habitants des implantations sont dangereux et qu'il est impossible de vivre avec eux. S'ils sont autorisés à rester, il y aura encore plus de confrontations. La paix ne pourra être signée que si Israël se retire entièrement des territoires palestiniens occupés en 1967", a poursuivi Qourei.

Les déclarations du négociateur palestinien n'ont pas engendré de réactions israéliennes. Une source diplomatique à Jérusalem a toutefois souligné que les commentaires de Qourei "ne sont pas entièrement corrects". Le ministre de la Défense, Ehoud Barak, affirme de son côté que les implantations constituent une exigence légitime.

Par ailleurs, l'Etat hébreu aurait accepté d'accueillir 5 000 réfugiés palestiniens sur une période de cinq ans. Une proposition rejetée par les Palestiniens.

Les négociations restent incertaines concernant le sort de Jérusalem.

"Israël cherche à débarrasser la ville des Arabes et ça ne fait qu'hâter le sentiment de méfiance entre les deux parties (...). Pour nous, Jérusalem ne constitue pas seulement une capitale spirituelle, culturelle ou historique mais aussi économique pour le futur Etat palestinien. Et les implantations qui cernent la ville rendront le passage encore plus difficile pour des millions d'Arabes, musulmans et chrétiens, dans le futur."

Le négociateur a réfuté les rumeurs selon lesquelles il aurait coupé le dialogue avec le président de l'Autorité palestinienne (AP), Mahmoud Abbas, depuis plusieurs semaines.

KHALED ABU TOAMEH ET MARK WEISS

The Jerusalem Post

12.14.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1228728187098&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

Les petites factions estiment improbable la reconduction de la trêve avec Israël

Les petites factions palestiniennes de Gaza estimaient improbable, lundi, la reconduction de la trêve avec Israël alors que celle-ci expire cette semaine.

Le Hamas qui contrôle l'étroite bande côtière palestinienne depuis 2007 doit rencontrer les autres organisations dans la journée pour discuter de la nouvelle étape. Parmi ces organisations, on trouve notamment le Djihad islamique et les comités de résistance populaires.

Khader Habib du Jihad islamique a déclaré que la trêve n'a pas été payante pour Gaza soumis la plupart du temps au bouclage israélien.

Le Mouvement de la résistance islamique avait accepté une trêve en juin dernier. Avant ce cessez-le-feu, les militants palestiniens se livraient à des tirs quotidiens de roquettes et d'obus de mortier sur les villages frontaliers israéliens tandis que l'armée israélienne ripostait par des frappes aériennes et des incursions terrestres.

AP

16-12

Selon le Yediot Aharonot, au sein du commandement militaire israélien on estime que, malgré les déclarations de ses dirigeants, le Hamas continuera à respecter la trêve même si l'organisation attendra la dernière minute pour donner une réponse définitive.

L'objectif du Hamas est de faire pression sur Israël afin d'obtenir de nouvelles conditions à la trêve : l'ouverture des points de passage et l'arrêt total des opérations militaires à l'intérieur de la bande de Gaza.

A Gaza on soulignait hier que l'arrêt de la trêve ne signifie pas nécessairement la reprise de la lutte armée.

Selon des sources palestiniennes, le Hamas souhaite en fait un « cessez-le-feu sans accord » : « C'est une situation confortable pour le Hamas. Si Israël mène des opérations à l'intérieur de la bande de Gaza, il riposte en tirant des Qassam.

Dans le même temps, le Hamas sait qu'Israël ne souhaite pas mener une opération d'envergure, à cause de Gilad Shalit et des élections qui approchent ».

Yediot Aharonot

1-3 Sur le terrain.

14-12

Dimanche, le Hamas organisait dans ce territoire un rassemblement de masse destiné à montrer son assise populaire à Israël mais aussi au Fatah, dirigé par Mahmoud Abbas.

(AFP)

Hamas : l'enlèvement de Nacef démasque la dictature d'Abbas et son groupe à Ramallah

Le Hamas a affirmé que l'enlèvement de son haut dirigeant, Raafat Nacef par les éléments de la sécurité du président Abbas démasque la politique de dictature pratiquée par Abbas et son groupe à Ramallah.

Le porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum, a annoncé dans une déclaration de presse dont le centre palestinien d'information a reçu une copie, dimanche soir, que l'arrestation de Nacef durant la commémoration du 21ème anniversaire de son mouvement, à Toulkarem, où il a appelé à la reprise de la réconciliation nationale, montre l'état d'hystérie qui frappe le groupe de Ramallah après le grand soutien du peuple palestinien au programme politique du Hamas et ses agendas de résistance nationale face à l'ennemi occupant.

Il a porté Abbas et ses éléments de la sécurité responsables de l'enlèvement illégal de Nacef, en les appelant de le libérer immédiatement avec ses amis qui souffrent dans les prisons de l'autorité palestinienne.

CPI

15/12/2008

1-4 Les grandes manœuvres.

Marée verte sur Gaza.

"Les palestiniens veulent par leur forte obstination, malgré le blocus arbitraire imposé contre eux, monter au monde leur forte solidarité au Hamas et sont en train maintenant de venir massivement pour célébrer le jour très lumineux de la création du Hamas avant plus de deux décennies",

Le Hamas a réussi dimanche une démonstration de force impressionnante en rassemblant des centaines de milliers de ses partisans à Gaza à l'occasion du 21e anniversaire de la fondation du Mouvement de la résistance islamique.

Quelque 300.000 militants et sympathisants du mouvement radical palestinien, portant des casquettes vertes et brandissant d'innombrables drapeaux verts -la couleur du Hamas-, se sont réunis dans un stade poussiéreux et dans les rues avoisinantes, selon le chiffre fourni par les organisateurs.

Les dirigeants du Hamas ont profité de l'occasion pour annoncer qu'il cesserait bientôt de reconnaître la légitimité du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, dont l'autorité ne s'exerce de fait qu'en Cisjordanie. Abbas est issu du parti palestinien rival, le Fatah, considéré comme plus modéré que le Hamas. Dans un discours d'une heure, le Premier ministre de Gaza, Ismaïl Haniyeh, membre du Hamas, a évoqué la trêve précaire conclue le 19 juin dernier sous l'égide de l'Égypte et qui expire le 19 décembre, soit vendredi prochain. Haniyeh a conditionné une prolongation du cessez-le-feu à l'obtention de meilleures conditions de la part d'Israël.

Lors du rassemblement, le Hamas a mis en scène, devant la foule, un sketch ironique faisant référence au jeune soldat de l'armée israélienne, le sergent Gilad Schalit, de nationalité franco-israélienne, enlevé en juin 2006 par un commando palestinien lors d'un raid audacieux en territoire israélien. Cet enlèvement reste une plaie ouverte au sein de la société israélienne.

Dans la mise en scène railleuse du Hamas, on pouvait voir un Palestinien déguisé en soldat israélien, agenouillé, implorant en hébreu ses ravisseurs de le libérer. "Ma maman et mon papa me manquent", disait ce militant du Hamas se faisant passer pour le sergent Schalit. "Dites à Olmert, pourquoi ne vous occupez-vous pas de votre soldat ?"

Cette moquerie publique a été condamnée par Israël, qui mène depuis deux ans et demi des négociations indirectes avec le Hamas pour tenter d'obtenir la libération du soldat. Le porte-parole du gouvernement israélien, Mark Regev, a qualifié la mise en scène de "nouvel exemple de la cruauté et de l'inhumanité (du Hamas)".

Le Hamas, fondé en décembre 1987 à Gaza, s'est fixé officiellement pour objectif la destruction de l'Etat d'Israël et a été impliqué, depuis 21 ans, dans des dizaines d'attentats suicide qui ont tué plus de 250 Israéliens. Le Hamas s'est emparé du pouvoir par la force dans la Bande de Gaza en juin 2007 après des mois de combats avec les forces du Fatah de Mahmoud Abbas.

Le Hamas soutient que le mandat d'Abbas expire le 8 janvier prochain, soit quatre ans après son élection à la présidence de l'Autorité palestinienne. Abbas, lui, affirme disposer d'une année supplémentaire afin de faire concorder la fin de son mandat avec celle du Parlement.

La démonstration était donc autant destinée à Israël qu'au Fatah, montre en tout cas que le Hamas contrôle sans partage la Bande de Gaza et ses 1,4 million d'habitants.

[Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe](#)

14 décembre 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5207

Vingtième anniversaire du Hamas.

Le Hamas a accusé Israël de violer la trêve en principe en vigueur depuis six mois.

Malgré le blocus israélien contre la bande de Gaza, "l'argent et les armes (fournies) aux séditeux (le Fatah, ndlr) pour mener un coup d'Etat contre le Hamas", le mouvement "est plus fort et restera plus fort car il tire sa force de Dieu", a-t-il martelé.

Le président américain sortant George W. Bush "a échoué, nous n'avons pas chuté", a lancé M. Haniyeh devant plusieurs dizaines de milliers de partisans rassemblés sur une grande place de Gaza, couverte de drapeaux verts du mouvement islamiste.

"Nous adressons un message à l'administration américaine, à (Barack) Obama (le président américain élu) et aux sionistes: vous ne vaincrez pas le peuple palestinien", a encore dit le responsable du Hamas.

S'exprimant sur une trêve de six mois avec Israël, qui expire le 19 décembre, M. Haniyeh a accusé l'Etat hébreu de ne pas la respecter, sans toutefois indiquer ouvertement si son mouvement allait la reconduire ou non.

"Après les (six) mois de trêve, les factions ont tenu plusieurs réunions à Gaza et à l'étranger pour évaluer la situation et son respect par Israël. L'évaluation a été négative", s'est-il borné à indiquer.

"L'ennemi ne cesse ses agressions, poursuit son siège et laisse fermer les points de passage (de la bande de Gaza), n'étend pas la trêve à la Cisjordanie", a-t-il indiqué.

Si Israël "a l'intention de mener une nouvelle agression, nous lui disons: Nous nous défendrons, nous défendrons notre terre et nos droits", a-t-il ajouté.

Plus tôt, un porte-parole du mouvement avait indiqué que renouveler un cessez-le-feu, qui a constamment été violé par le Hamas et Israël, n'avait "aucun sens". Il n'a pas non plus clairement indiqué si le mouvement islamiste entendait y mettre un terme.

Version française Guy Kerivel et Henri-Pierre André

[Mehdi LEBOUACHERA](#)

Afp

12-12

Hamas : plus fort et déterminé que jamais

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Extrait

L'organisation a été fondée en 1987 sous l'impulsion des Frères Musulmans, avec à leur tête, le cheikh Ahmed Yacine.

Le Hamas a donc a 21 ans. Plus de deux décennies après sa fondation, l'idéologie n'a pas changé.

L'organisation s'est certes dotée d'une hiérarchie politique mais elle est toujours dictée par les voix les plus dures, en particulier de son aile militaire.

Une aile qui décide quand et comment respecter le cessez-le-feu avec Israël.

D'autant que son objectif n'a pas changé : chasser l'ennemi israélien.

Deux décennies plus tard, le Hamas n'a pas changé d'idéologie. La destruction de l'Etat d'Israël a toujours été l'un de ses crédos, mais c'est son statut qui a évolué.

Son poids et son influence dans la Bande de Gaza sont indéniables.

1-5 Négociations.

Mechaal rencontre l'ancien président américain Jimmy Carter à Damas

Une délégation du Hamas présidée par le chef de son bureau politique, Khaled Mechaal a rencontré, dimanche soir 14/12, à Damas, l'ancien président américain, Jimmy Carter et ses conseillers.

Un communiqué publié par le bureau d'information du Hamas a montré que cette visite vient dans le cadre du contact du Hamas avec les côtés et leaders internationaux.

"Carter a entendu aux explications de Khaled Mechaal à propos des derniers événements politiques, notamment dans la scène palestinienne", a souligné le communiqué.

De son côté, le dirigeant du Hamas, Moussa Abou Marzouk, a affirmé qu'ils ont discuté de plusieurs dossiers importants, en qualifiant cette rencontre de positive.

"On a discuté de plusieurs questions dont la réconciliation palestinienne, l'accalmie, le sort du Soldat Gilad Chalit ...", a ajouté Abou Marzouk.

15/12/2008

CPI

1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

Hamas : le Conseil de sécurité pour le soutien du soi-disant processus de paix est une comédie

Le Hamas a considéré que la tenue du Conseil de sécurité des Nations unies pour le soutien du prétendu processus de paix n'est qu'une nouvelle comédie mondiale pour tromper l'opinion publique, tout en la qualifiant de perte de temps.

Dans une déclaration dont le centre palestinien d'information a reçu une copie, le porte-parole du Hamas, Fawzi Barhoum a déclaré que le récent discours de l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, Zalmay Khalilzad, pour la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité pour appuyer le processus de paix et encourager les palestiniens et Israël n'est qu'une nouvelle comédie pour tromper l'opinion publique mondiale.

"Ces déclarations sont venues après l'échec des efforts déployés par les négociateurs palestiniens ainsi que la déception du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à propos du pari américain", a annoncé le porte-parole du Hamas.

Barhoum a déclaré que cet appel préconise le renouvellement de la confiance au Conseil de sécurité qui est dominé par la décision américaine, l'échec de garantir le minimum de sécurité au peuple palestinien, et le soutien des droits et principes du peuple palestinien, et montre également la partialité américaine totale envers l'occupation sioniste qui perpète des crimes contre le peuple palestinien.

Enfin, le porte-parole du Hamas a confirmé que la poursuite des déclarations sur les efforts pour arriver à un prétendu processus de paix représente une perte de temps, au moment où il est urgent de prendre des décisions immédiates pour lever le blocus imposé injustement contre Gaza, arrêter les agressions contre notre peuple et lui donner ses droits à travers une politique juste, loyale et transparente, loin de toute tromperie ou de préjugés présentés par l'occupation.

CPI

13/12/2008

Le plan de paix arabe à l'épreuve des sondages

Les deux tiers des Palestiniens (66%) souhaitent que les pays arabes reconnaissent Israël en échange du retrait de l'Etat hébreu des Territoires occupés, mais les deux tiers des Israéliens (61%) ne sont pas d'accord, selon un sondage israélo-palestinien publié mardi.

Dans les deux camps en revanche, une majorité se déclare favorable à la prolongation de la trêve entre Israël et le Hamas au pouvoir dans la Bande de Gaza, qui expire vendredi et a été fortement fragilisé ces dernières semaines.

Le retrait contre la reconnaissance est le principe du plan présenté en 2002 par la Ligue arabe et que le président israélien Shimon Pérès et son homologue palestinien Mahmoud Abbas tentent de relancer depuis quelques semaines.

Le mois dernier, M. Abbas a fait passer des communiqués dans les journaux israéliens en disant aux lecteurs que les 57 pays arabes et musulmans reconnaîtraient Israël si l'Etat hébreu se retirait de tous les territoires occupés depuis la guerre des Six-jours de 1967.

Selon le sondage, 49% des Israéliens et 57% des Palestiniens espèrent que Barack Obama, qui exercera la présidence des Etats-Unis à partir du 20 janvier, s'impliquera davantage que George W. Bush dans ce dossier. L'enquête a été réalisée, côté israélien par l'Institut de recherche Harry S. Truman pour le progrès de la paix (Harry S. Truman Research Institute for the Advancement of Peace) de l'université hébraïque de Jérusalem, et côté palestinien par le Centre palestinien pour la recherche et le sondage politique à Ramallah.

Pour les Israéliens, 600 personnes ont été interrogées et la marge d'erreur est de plus ou moins 4,5 points de pourcentage; pour les Palestiniens, 1.270 personnes ont été interrogées et la marge d'erreur est de plus ou moins 3 points de pourcentage.

The Jerusalem Post

Par AP

17.12.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1228728233604&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

1-10 Politique extérieure & intérieure

Elections palestiniennes "très prochainement"

Abbas, dont la légitimité est contestée par ses rivaux du Hamas, prévoit pour sa part de convoquer des élections palestiniennes "très prochainement".

Ses visites à Washington et Moscou "s'incrivent dans le cadre des efforts visant à assurer la poursuite du processus de paix qui doit aboutir à une solution basée sur deux Etats" israélien et palestinien, a affirmé à l'AFP le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina.

"L'administration d'Obama doit impérativement faire du volet israélo-palestinien l'une de ses priorités et nous allons demander à l'administration actuelle de lui faire des recommandations en ce sens", a-t-il ajouté.

Selon lui, "la nouvelle administration doit exercer des pressions sur Israël afin qu'il cesse d'entraver les négociations en poursuivant la colonisation et en érigeant des barrages militaires".

LEXPRESS.fr,

17/12/2008 08

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/abbas-a-washington-pour-assurer-la-continuite-d-annapolis_726840.html

b) Politique Israélienne

2-1 Processus de paix.

Reconduire la trêve

Le ministre de la guerre Barak a envoyé dimanche le major réserviste Amos Gilad au Caire dans l'objectif de reconduire le cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Barak soutient l'extension de la trêve, malgré le tir de plus de 200 roquettes et d'obus de mortier palestiniens en Israël le mois passé.

De leur côté, des officiers de Tsahal sollicitent la reprise des opérations militaires contre le Hamas après la fin officielle de la trêve prévue ce vendredi.

A la dernière violation de ladite trêve, des résistants de Gaza ont lancé une roquette Kassam dans le Néguev occidental samedi après-midi, ainsi que deux autres vendredi matin.

The Jerusalem Post

12.14.08

Gaza: pas de date butoir pour la fin de la trêve, selon Israël

Un haut responsable du ministère israélien de la Défense de la défense a affirmé lundi qu'"il n'y a pas de date butoir" pour la fin de la trêve avec le Hamas instaurée il y a six mois à Gaza et censée s'achever le 19 décembre selon ce mouvement.

"Lorsque nous avons accepté une accalmie il y a six mois il était clairement entendu qu'il n'y aurait pas de date butoir. De sorte que pour Israël la date du 19 décembre n'a pas de signification" a déclaré ce haut conseiller du ministre de la Défense Ehud Barak, à la radio publique israélienne.

"Si l'accalmie se poursuit, Israël la respectera. Dans le cas contraire nous agirons en conséquence (...) et par les moyens militaires appropriés", a-t-il averti.

Le chef en exil du Hamas, Khaled Mechaal, a affirmé dimanche que la trêve avec Israël, en vigueur depuis six mois, ne serait "pas renouvelée", au moment où le mouvement islamiste se livrait à Gaza à une démonstration de force.

"La trêve était limitée à six mois et s'achève le 19 décembre. Sachant que l'ennemi ne respecte pas ses engagements et que le siège (de Gaza) est toujours en place contre notre peuple, pour le Hamas, et je pense la majorité des forces, la trêve prend fin après le 19 décembre et ne sera pas renouvelée", a dit Khaled Mechaal, en exil à Damas, dans un entretien avec la télévision satellitaire Al-Qods du Hamas.

AFP

15décembre 2008

Edicom

http://www.edicom.ch/fr/news/international/gaza-pas-de-date-butoir-pour-la-fin-de-la-treve-selon-israel_1188-5865610

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

11-12

Jeudi, Tsahal a augmenté son niveau d'alerte le long de la frontière de Gaza pour contrer une attaque du Hamas, pouvant coïncider avec un rassemblement marquant la fondation de l'organisation dimanche.

The Jerusalem Post

12.14.08

2-3 Sur le terrain .

Israël a dépêché dimanche au Caire un haut responsable du ministère israélien de la Défense, Amos Gilad, pour discuter de la trêve avec les autorités égyptiennes, intermédiaires entre l'Etat hébreu et le Hamas. Un haut responsable israélien a indiqué samedi à l'AFP qu'Israël était "favorable à la poursuite de la trêve à condition que le Hamas soit prêt à mettre fin au tirs de roquettes" de la bande de Gaza vers le sud d'Israël. Pour protester contre la multiplication des tirs de roquettes et d'obus de mortier palestiniens sur son territoire, Israël a fermé pratiquement hermétiquement les points de passage par où sont acheminés nourriture et produits de première nécessité dans la bande de Gaza, où vivent 1,5 million de Palestiniens dans des conditions misérables.

Par ailleurs, M. Haniyeh a indiqué que le renouvellement du mandat présidentiel de Mahmoud Abbas était "illégal".

La loi fondamentale, Constitution de l'Autorité palestinienne, invoquée par le Hamas, fixe à quatre ans le mandat du président de l'Autorité palestinienne. M. Abbas a été élu le 8 janvier 2005.

Version française Guy Kerivel et Henri-Pierre André

Afp

Mehdi LEBOUACHERA

12-12

2-4 Les grandes manœuvres...

14-12

Israël, qui a dépêché dimanche un haut responsable au Caire pour discuter de la trêve, s'est dit favorable à une reconduction à condition que le Hamas la respecte, selon un porte-parole du Premier ministre.

"Israël est intéressé à ce que le calme règne dans le sud (près de la bande de Gaza). Il était et est toujours prêt à respecter les engagements obtenus par l'intermédiaire de l'Egypte" a déclaré à l'AFP Mark Regev, le porte-parole d'Ehud Olmert.

Citée par son bureau, la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni a toutefois réaffirmé peu après la volonté de l'Etat hébreu de déloger à terme le Hamas du pouvoir à Gaza.

"Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser Gaza sous le contrôle du Hamas", a déclaré la chef du parti Kadima (centre-droit), en course pour le poste de Premier ministre lors des législatives du 10 février.

14-12

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jqJoA8Ev-7UupwqrpVXxBUI888bA>

(AFP)

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérément...

Ami Ayalon démissionne du gouvernement

Un ex-dirigeant du Parti travailliste israélien, le ministre sans portefeuille Ami Ayalon, a remis hier sa démission du gouvernement de transition. M. Ayalon, âgé de 62 ans, a laissé entendre qu'il pourrait quitter la vie politique. Cet ancien amiral et ex-patron du Shin Beth, le service de sécurité intérieure, avait déjà quitté il y a quelques semaines le Parti travailliste dont il avait vainement brigué la direction en juin 2007, supplanté par l'actuel ministre de la Défense,

Ehud Barak. Entré en politique sur le tard, il a été élu député en 2006 sur les listes travaillistes, mais n'avait pas su s'imposer à la tête du parti. En juin 2003, avec l'universitaire palestinien Sari Nusseibeh, un responsable de l'OLP, il avait lancé une pétition qui avait recueilli des centaines de milliers de signatures au sein des deux peuples, afin d'inciter les dirigeants à faire les compromis nécessaires à un accord de paix.

***Informations indépendantes sur le Moyen-Orient

Israël: primaires au sein du parti au pouvoir Kadima

Quelque 80.000 membres du Kadima, le parti centriste au pouvoir en Israël, ont commencé à voter mercredi lors de primaires organisées pour désigner leurs candidats à la députation en vue des élections législatives anticipées du 10 février.

Il s'agit des premières primaires organisées au sein du Kadima pour former la liste des candidats aux législatives. Ce parti a été fondé en novembre 2005 par l'ancien Premier ministre Ariel Sharon.

Tzipi Livni a succédé au Premier ministre sortant Ehud Olmert qui a dû annoncer en septembre sa démission du gouvernement et de la direction du parti en raison de son implication présumée dans une série d'affaires de corruption.

<http://www.romandie.com/ats/news/081217102153.mkfyo8i5.asp>

2-6 Pays corrompu cherche ...

Report d'une manifestation de l'extrême droite dans une ville arabe

La police israélienne a repoussé hier jusqu'à nouvel ordre une manifestation de l'extrême droite, prévue aujourd'hui, dans la ville arabe d'Oum el-Fahem, au nord-est de Tel-Aviv. « Nous avons interdit la tenue de la manifestation compte tenu du risque d'atteinte à l'ordre public et à la sécurité des personnes », a indiqué à l'AFP le porte-parole de la police, Micky Rosenfeld. Il n'a pas fixé de date alternative à la tenue de cette manifestation controversée qui avait été autorisée par la Cour suprême à condition de limiter le nombre de participants, dans la mesure où elle n'aurait pas comporté un risque de violences. Le maire d'Oum el-Fahem s'est félicité de la décision de la police, estimant qu'elle avait agi « avec sagesse » et espérant que le report serait définitif.

Informations indépendantes sur le Moyen-Orient

2-7 Diplomatie & engagements.

Richard Falk, (envoyé par l'ONU) Interdit d'entrer en Israël...

Richard Falk, envoyé par l'ONU pour contrôler la situation des droits de l'homme en Cisjordanie et à Gaza, s'est vu interdire l'entrée en Israël dimanche.

Il est censé rédiger un rapport sur la situation humanitaire dans les Territoires palestiniens avant mars 2009.

D'après Simona Halperin, directrice du département des droits de l'homme au ministère des Affaires étrangères, il a été interdit d'accès parce qu'il est "illégitime" en tant que contrôleur.

Juif américain, Falk a par le passé comparé les Israéliens aux nazis et leurs actions à la Shoah.

En juin, Falk a utilisé le faux prétexte d'une conférence pour se rendre à Ramallah et rédiger un rapport extrêmement critique envers Israël.

La semaine dernière, Falk a accusé Israël de commettre avec sa politique un "crime contre l'humanité" dans la bande de Gaza.

Cette interdiction de territoire n'entraînera pas d'incident diplomatique entre les Etats-Unis et Israël, d'après Halperin. Après leur avoir expliqué l'incident, l'ambassade américaine a jugé qu'Israël avait le droit de décider qui pouvait ou non entrer dans son territoire.

HERB KEINON

The Jerusalem Post

12.15.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1228728207786&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

Israël refoule l'émissaire de l'ONU Richard Falk jugé partisan

Israël a expulsé lundi un émissaire des Nations unies pour les droits de l'Homme soupçonné de ne pas être objectif. Richard Falk, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation dans les Territoires palestiniens, a comparé l'Etat hébreu à l'Allemagne nazie et l'a accusé de crimes contre l'humanité dans le traitement des Palestiniens. Richard Falk a été intercepté à l'aéroport international Ben-Gourion après son atterrissage dimanche, à la demande du ministère israélien des Affaires étrangères. Après avoir passé la nuit sur place, il a repris un avion pour les Etats-Unis lundi matin, a déclaré Rupert Colville, porte-parole du Bureau du haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Le porte-parole des Affaires étrangères israéliennes, Ygal Palmor, a reproché à l'émissaire onusien de "ne pas essayer de faire avancer les droits de l'Homme mais d'arriver avec des conclusions toutes prêtes". "Et ces conclusions sont bien sûr une critique extrême et méthodique d'Israël et d'Israël seulement." Selon une porte-parole de l'Intérieur, Sabine Haddad, M. Falk avait été prévenu de ce qu'il serait refoulé s'il venait en Israël.

Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe

lundi 15 décembre 2008.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5209

2-9 Mur illégal de la Honte.

La Cour suprême d'Israël ordonne de déplacer une partie du mur

« Les villageois palestiniens de Bilin ne vont récupérer que la moitié des 200 hectares de terres qu'ils avaient perdus. En effet, même modifié, le tracé de la clôture de sécurité continue d'empiéter sur la Cisjordanie. »

La Cour suprême israélienne s'est opposée lundi à la construction d'une partie de la barrière de sécurité en Cisjordanie, estimant que le projet gouvernemental empiétait trop sur le territoire palestinien.

La Cour suprême a ordonné aux autorités de redéfinir "sans délai" le tracé de la section proche du village cisjordanien de Biline, afin que celle-ci soit en majeure partie ou totalement construite sur le sol israélien.

Israël considère cette barrière de sécurité, faite de barbelés et de murs de béton, comme un moyen d'empêcher l'entrée de kamikazes sur son territoire.

Les Palestiniens dénoncent de leur côté une punition collective et l'empiètement sur une partie du sol qu'il revendique dans la perspective d'un futur Etat.

La barrière pénètre d'environ trois kilomètres sur la commune de Biline, coupant certains agriculteurs de tout accès à leurs champs. Le maire du village avait saisi la justice en 2005 pour tenter d'empêcher la confiscation des terres.

Les dirigeants israéliens n'ont pas pu être joints dans l'immédiat.

Saëb Erekat, conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et chef des négociateurs dans les pourparlers de paix, a pour sa part salué la décision, ajoutant qu'il y avait encore beaucoup à faire.

"Cela résout juste un problème. Combien de centaines d'autres problèmes avons nous en Cisjordanie?", a-t-il dit.

Reuters

& Nicolas Falez

[17/12/2008

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Forte croissance de la population dans les colonies de Cisjordanie

Le Yediot Aharonot publie des données extraites de l'annuaire statistique publié il y a quelques jours par le Centre universitaire d'Ariel en Cisjordanie. Selon ces chiffres, au cours des douze dernières années, la population juive en Cisjordanie a plus que doublé passant de 130 000 personnes en 1995 à 270 000 fin 2007, soit une augmentation de 107 %, tandis que la population israélienne a augmenté de 29 % durant la même période.

Cette augmentation s'explique d'abord par un taux de natalité de 35 %, bien supérieur à la moyenne israélienne de 20 %. Aux 9 000 naissances dans les colonies de Cisjordanie en 2007, s'ajoute un solde migratoire positif, avec 4 700 nouveaux venus. Fin 2007, les colons de Cisjordanie représentaient ainsi 4,9 % de la population israélienne.

<http://www.ambafrance-il.org>

"Bloquer l'activité bancaire vers Gaza est contreproductif"

Les restrictions israéliennes concernant l'approvisionnement des banques de Gaza sont largement contreproductives et pourraient à terme porter atteinte aux Palestiniens modérés.

Plusieurs personnalités de la finance internationale ont mis en garde dans un courrier le Premier ministre Ehoud Olmert.

Le courrier a été signé par le président de la Banque mondiale Robert B. Zoellick, le directeur du Fond Monétaire International (FMI) Dominique Strauss-Kahn et l'envoyé du Quartet au Moyen-Orient Tony Blair.

Les trois personnalités ont par ailleurs exprimé leurs inquiétudes sur la décision de deux banques israéliennes de mettre un terme à ses relations avec leurs homologues palestiniennes. Une décision qui pourrait "avoir un impact considérable sur l'économie palestinienne et ses institutions et à long terme entre les israéliens et leurs voisins."

Israël impose des restrictions dans la bande de Gaza depuis le coup d'état du Hamas en juin 2007. L'Etat hébreu a déclaré la zone "entité hostile" et a largement fermé les frontières autorisant seulement les colis humanitaires et certains produits commerciaux tandis que les exportations sont interdites.

The Jerusalem Post

Par JPOST.FR

12.15.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1228728207347&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

2-11 Politique extérieure.

Israël refoule un émissaire de l'ONU jugé partisan

Israël a expulsé lundi un émissaire des Nations unies pour les droits de l'Homme soupçonné de ne pas être objectif. Richard Falk, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation dans les Territoires palestiniens, a comparé l'Etat hébreu à l'Allemagne nazie et l'a accusé de crimes contre l'humanité dans le traitement des Palestiniens.

Richard Falk a été intercepté à l'aéroport international Ben-Gourion après son atterrissage dimanche, à la demande du ministère israélien des Affaires étrangères. Après avoir passé la nuit sur place, il a été repris un avion pour les Etats-Unis lundi matin, a déclaré Rupert Colville, porte-parole du Bureau du haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Le porte-parole des Affaires étrangères israéliennes, Ygal Palmor, a reproché à l'émissaire onusien de "ne pas essayer de faire avancer les droits de l'Homme mais d'arriver avec des conclusions toutes prêtes". "Et ces conclusions sont bien sûr une critique extrême et méthodique d'Israël et d'Israël seulement." Selon une porte-parole de l'Intérieur, Sabine Haddad, M. Falk avait été prévenu de ce qu'il serait refoulé s'il venait en Israël.

AP

16-12

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

Un député du Hamas jugé par Israël

Un tribunal militaire israélien a condamné mardi à 36 mois de prison pour son appartenance au Hamas le président du Conseil législatif (Parlement) palestinien. Abdel Aziz Duaik fait partie de la quarantaine de députés arrêtés après l'enlèvement du caporal Gilad Shalit en juin 2006 dans la Bande de Gaza.

Abdel Aziz Duaik, 60 ans, a été interpellé en août 2006. Le tribunal a précisé qu'il avait déjà purgé 28 mois et demi de sa peine en détention provisoire et donc qu'il sortirait dans sept mois et demi. Le juge a dit avoir tenu compte de l'état de santé d'Abdel Aziz Duaik, qui souffre d'hypertension et de diabète..

Sept des 40 députés du Hamas arrêtés à la suite de cet enlèvement sont sortis de prison après avoir purgé leur peine, mais le Mouvement de la résistance islamique exige la libération de ceux qui restent, dans le cadre d'un échange.

The Jerusalem Post

Par AP

17.12.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1228728232855&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

Libération prévue lundi de près de 227 prisonniers palestiniens

Israël doit procéder lundi à la libération de 227 prisonniers palestiniens, a annoncé dimanche l'administration pénitentiaire israélienne dans un communiqué.

Prévue au départ la semaine dernière, cette mesure concerne 209 prisonniers de Cisjordanie et 18 de la bande de Gaza, selon la même source.

Une commission spéciale du gouvernement israélien avait approuvé la liste de libérables, dont aucun n'est impliqué dans des attaques.

Aucun d'entre eux n'est membre du Hamas.

Le gouvernement israélien avait approuvé le 30 novembre le principe de la libération de prisonniers palestiniens comme geste de soutien au président palestinien Mahmoud Abbas à l'occasion de la fête musulmane d'al-Adha.

Plus de 11.000 Palestiniens sont encore détenus par Israël

AFP

15décembre

Edicom

http://www.edicom.ch/fr/news/international/israel-liberation-prevue-lundi-de-pres-de-230-detenus-palestiniens_1188-5865575

227 palestiniens libérés des prisons israéliennes.

Un des négociateurs palestiniens, Saëb Erakat, a indiqué dimanche soir qu'une procédure de dernière minute contre la décision de libérer les prisonniers a été déposée devant la Cour suprême israélienne, retardant leur élargissement..

Une commission spéciale du gouvernement avait approuvé la liste de libérables, dont aucun n'est impliqué dans des attaques meurtrières contre des Israéliens.

Aucun d'entre eux n'est membre du Hamas.

Selon Rubinstein, la publication des noms des libérés seulement 48 heures avant leur départ de la prison n'a pas permis de vérifier le dossier en profondeur et de s'opposer à leur libération.

Rubinstein a évoqué les recours présentés par l'institut juridique pour la recherche sur le terrorisme et par la région du Goush Etsion.

Rubinstein a accepté l'avis de l'Etat selon lequel la Cour n'avait pas à prendre parti dans des débats politiques tels que la libération de prisonniers. Le juge a souligné qu'en effet la Cour n'intervenait pas dans des affaires politiques mais que cette fois le processus était mal engagé.

Elyakim Rubinstein a ajouté que la question du danger représenté par les palestiniens libérés, soulevée par les recours, n'avait pas obtenu de réponse de la part de l'Etat.

Source : Arouts7

15 décembre 2008.

Un ancien ministre issu du Hamas, Omar Abdelrazzek, fait le chemin inverse vers le camp israélien d'Ofer.

Relâché en août après avoir passé 26 mois en prison, M. Abdelrazzek doit y retourner pour purger cinq autres mois, un tribunal militaire israélien ayant donné une suite favorable à un appel du parquet militaire contre sa remise en liberté.

"Quelle coïncidence de voir des jeunes sortir de prison alors que j'y entre", a-t-il dit à l'AFP. "J'appelle nos dirigeants en Cisjordanie et à Gaza à libérer les prisonniers politiques car c'est absurde de fêter la libération de détenus par l'occupant israélien alors que nous avons des détenus politiques dans nos propres prisons".

Dans un communiqué publié à Gaza, le Hamas a salué la libération des prisonniers, tout en exhortant l'Autorité palestinienne à ne pas renforcer en contrepartie "la grave coordination sécuritaire avec l'occupant sioniste". Selon des statistiques officielles de l'Autorité palestinienne, 67 des prisonniers libérés devaient achever leur peine en 2009, 74 en 2010 et 42 en 2011. Les peines des autres détenus expiraient entre 2012 et 2015. Depuis l'arrivée de M. Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne en 2005, Israël a libéré au total 2.100 prisonniers en sept groupes, selon la même source.

Israël présente ces libérations comme un geste de soutien à M. Abbas face du Hamas que l'Etat hébreu considère comme une "organisation terroriste".

"Nous voulons une seule patrie. Nous n'accepterons pas qu'une partie de cette patrie (Gaza) se transforme en un émirat comme si c'était un pays différent", a déclaré à la Mouqataa un porte-parole des prisonniers libérés, Nabil Abou Qabita.

Une commission spéciale du gouvernement israélien avait approuvé la libération de ces Palestiniens dont aucun n'est impliqué dans des attaques meurtrières contre des Israéliens.

16-12

AFP

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

"Notre joie ne sera pas complète avant la libération de l'ensemble des 11.000 prisonniers"

Dans la cour de la Mouqataa une réception leur a été réservée ainsi qu'à leurs familles.

Après s'être recueillis sur la tombe du chef historique des Palestiniens, Yasser Arafat, ils ont été salués par M. Abbas qui les a embrassés l'un après l'autre.

"Notre joie ne sera pas complète avant la libération de l'ensemble des 11.000 prisonniers" détenus par Israël, a affirmé M. Abbas dans une allocution devant des centaines de personnes rassemblées dans la cour de son QG.

"Je vous promets que d'autres groupes comme celui d'aujourd'hui vont suivre, jusqu'à ce qu'on mette fin à la souffrance de tous nos détenus", a-t-il ajouté.

"Certains prisonniers libérés vont regagner Gaza. J'espère qu'ils n'iront pas d'une prison vers une autre", a-t-il poursuivi, faisant allusion au blocus israélien imposé à la bande de Gaza contrôlé par les islamistes du Hamas Mahmoud Abbas s'est également engagé à ce que le conflit ne serait pas résolu tant que « toutes les terres conquises et que la capitale Jérusalem » ne seraient pas revenues entre les mains des Palestiniens.

Les "réfugiés" non plus n'ont pas manqué à l'appel : « Ils continueront d'être la première de nos préoccupations ».

Source : Arouts7

15 décembre 2008